

8 octobre 1996, Laval

Allocution devant la Chambre de commerce de Laval

Monsieur le Président,

Messieurs les Ministres,

Madame et Monsieur les Députés,

Monsieur le Maire,

Distingués invités,

Mesdames, Messieurs, Il y a dix mois, presque jour pour jour, j'étais devant vous, à titre de candidat à la direction du Parti Québécois, donc à titre d'aspirant premier ministre. Je vous parlais de mes orientations pour l'avenir du Québec. Je croyais alors qu'il fallait procéder à « une vigoureuse remise en ordre de la maison québécoise ». J'indiquais aussi quels critères je comptais adopter pour guider mon action. J'en ai identifié trois. D'abord, la responsabilité, parce qu'il nous incombe d'assainir les finances publiques. L'efficacité, ensuite, parce que cet assainissement doit se faire dans une réforme intelligente des services publics qui rende notre état encore plus apte à répondre aux besoins des Québécoises et des Québécois. L'équité, car l'effort demandé doit être réparti sur l'ensemble de la société. Nous avons fait, je pense, un bon bout de chemin depuis dix mois, sur ces trois fronts. La conférence socio-économique de mars a permis de conclure un remarquable consensus sur ces trois objectifs. Il faut maintenir solidement le cap que nous nous sommes donnés, malgré les intempéries qui s'annoncent.

Le Sommet sur l'économie et l'emploi.

À trois semaines du Sommet, je crois qu'il est temps de se donner des tâches supplémentaires et de dégager clairement les enjeux. Le Sommet, qui se tiendra à Montréal à la fin octobre, aura pour thème l'économie et l'emploi. Notre objectif commun, le plus immédiat, sera d'engager immédiatement des actions qui permettent de relancer l'emploi. Cet élan doit être issu de la solidarité et il doit permettre l'équité envers les jeunes, envers les diverses catégories de travailleurs et de travailleuses et envers les exclus du marché du travail. Notre second objectif, plus structurant, porte sur la nécessité d'un nouveau consensus sur l'amélioration de la compétitivité. Il faut apprendre à conjuguer les efforts des partenaires et du gouvernement pour mettre en œuvre des stratégies de développement économique. Nous voulons une économie axée sur le savoir et la haute technologie et une économie de solidarité. Je vois, à la table d'honneur et au parterre, beaucoup de gens qui ont participé, depuis mars, aux travaux des chantiers. Sous la présidence de Monsieur Claude Béland, du Mouvement Desjardins, quatre grands chantiers travaillent d'arrache-pied afin d'identifier des projets et des stratégies gagnantes pour l'emploi. Monsieur Jean Coutu, le pharmacien bien connu, et Monsieur André Bérard, président de la Banque nationale, représenté ici par Monsieur Claude Séguin, de Téléglobe, déploient une énergie considérable à rassembler des projets susceptibles de relancer l'emploi dans la Métropole et au Québec.

Monsieur André Brunet, maire d'Amos, travaille intensément à faire avancer des projets structurants dans chacune des régions. Mme Nancy Neamtan explore avec minutie et acharnement les perspectives qu'ouvre l'économie sociale à la création d'emplois permanents. Monsieur Alban D'Amours, du Mouvement Desjardins, préside la Commission sur la fiscalité, qui a sillonné le Québec et qui met maintenant les bouchées doubles pour produire une synthèse de ses travaux. Alors qu'on aborde le dernier droit vers le Sommet, je les remercie, eux et leurs nombreux collaborateurs, et je les encourage.

Le Sommet sur l'économie et l'emploi aura deux autres objectifs. D'abord, dans la foulée du consensus de mars sur l'élimination du déficit, adapter les services publics aux exigences d'une société dynamique et concurrentielle. Ensuite, obtenir une large adhésion des partenaires et de la population à une conception d'un état plus visionnaire, plus stratège, plus efficace et plus souple. Un état qui incite au travail et à l'investissement et maintient un solide filet de protection sociale, notamment grâce à une fiscalité équitable. Je vais vous parler abondamment, aujourd'hui, du travail que nous devons faire ensemble, des défis qui nous attendent. Je vais vous parler de ce que l'état compte accomplir, mais je souhaite vous dire aussi de ce que la société attend de vous, les gens d'affaires. Avant de vous parler des décisions à venir, cependant, j'aimerais prendre un peu de recul et parler des décisions économiques que nous avons déjà prises, ensemble, et qui ont changé nos vies.

L'Aléna, l'ouverture sur le monde

La grande décision des années 1980, ce fut le libre-échange. De tous les Nord-américains, sans exception, ce sont les Québécois qui ont été les plus déterminés à faire ce choix. Il comportait de grands changements et une bonne dose d'incertitude. Mais nous avons confiance en nous-mêmes, en nos capacités d'innovation et d'adaptation. Nous avons pris la bonne décision. L'élimination graduelle des barrières tarifaires et non tarifaires a constitué pour tous les exportateurs et investisseurs québécois une très bonne affaire. Selon une analyse de la Caisse de dépôt et placement, les exportations québécoises des produits libéralisés ont bénéficié d'une très nette accélération. Pour les quatre premières années de l'accord, notre solde commercial positif a cru de 3 600 000 000 \$. De toutes les provinces, c'est le Québec qui en a le plus tiré avantage. L'accord a eu un impact bénéfique sur la modernisation de la structure industrielle du Québec. Nos exportations à forte valeur ajoutée en ont le plus bénéficié, elles ont presque doublé en quatre ans. Il s'agit notamment des produits liés à l'avionnerie, aux télécommunications, au matériel de transport et à la santé. L'accès au marché continental et la spécialisation qui en résulte pour le Québec nous permettent de développer des produits et services qui peuvent être commercialisés ailleurs dans le monde. Il n'y a pas si longtemps, le Québec exportait essentiellement des matières premières, et il ne demandait pas toujours le prix fort. Aujourd'hui, une étude du Conseil de la science et de la technologie évalue que le Québec est responsable à lui seul du tiers des exportations canadiennes de produits de haute technologie. Dans ce contexte d'ouverture quasi totale des marchés, le niveau d'exigence a été substantiellement relevé. Notre capacité de supplanter nos concurrents sur les marchés extérieurs, comme intérieur, dépend du dynamisme des entreprises et de la qualité de la main-d'œuvre.

De bonnes décisions pour l'environnement économique

En plus de notre décision d'appuyer le libre-échange, nous avons fait d'autres choix

bénéfiques. Les REA, par exemple, ont aidé beaucoup d'entre vous à prendre de l'expansion, au bon moment. Et s'il est vrai que, globalement, nos entreprises sont plus taxées que celles de l'Ontario, nous avons eu raison de créer au Québec un des environnements fiscaux des plus avantageux en Amérique du Nord pour l'investissement et les activités de recherche et développement. C'est ainsi que, depuis 10 ans, le Québec devance tous les pays du G-7 quant à la croissance des dépenses de R et D des entreprises; en sept ans, le nombre d'entreprises qui effectuent des activités de R et D a triplé; pas étonnant que les industries à contenu élevé en capital et technologie occupent une place croissante dans l'économie du Québec; et, grâce à l'apport du Gouvernement mais également d'institutions financières et de syndicats, les entreprises québécoises disposent de 50 % du capital de risque disponible au Canada.

Nous avons aussi pris la bonne décision d'approfondir la concertation entre le gouvernement et ses partenaires. Nous le faisons dans des conférences et des sommets, mais nous le faisons de plus en plus, secteur par secteur. C'est une approche qui permet de mieux identifier les forces et les faiblesses de notre économie, de comprendre la synergie entre les différents secteurs et de miser sur ses meilleurs éléments. Aujourd'hui, trente tables de concertation sectorielles regroupant près de 1 000 décideurs se réunissent régulièrement. Cette concertation contribue à créer et préserver des emplois. Depuis trois ans, on compte 50 projets visant à développer le partage de connaissances, à faire de la commercialisation conjointe ou à soutenir des initiatives de formation sectorielle. De plus, 15 centres de veille technologique sont en opération ou en voie d'être mis sur pied. Nous avons construit un modèle québécois unique. Il est fondé sur notre ouverture au monde, sur notre volonté d'occuper plus que notre place dans la nouvelle économie, sur notre capacité de forger des consensus dans nos secteurs d'activité, entre tous les partenaires sociaux et le gouvernement. Nous sommes les seuls, sur le continent, à détenir chacun de ces avantages. Nous avons encore beaucoup de travail à faire, cependant. Il y a des rigidités réglementaires et des mesures fiscales qui sont des obstacles à l'emploi. Nous avons trop peu investi dans la formation de la main-d'œuvre. Notre taux de chômage n'est pas tolérable.

Le déficit, les réformes

Tout récemment, parlant du Sommet, un hebdomadaire d'affaires coiffait son éditorial du titre : « Les gens d'affaires piégés ». C'était suivi d'un point d'interrogation. Je me suis demandé pourquoi, ce point d'interrogation. Car si j'ai appris une seule chose pendant mes huit mois dans la fonction de premier ministre, c'est que nous sommes tous piégés. Tous: gens d'affaires, salariés, fonctionnaires, chômeurs. Toute la société québécoise est piégée par l'endettement du Québec, par le déficit, et par le chômage. Plus qu'un piège, c'est une spirale descendante. Chaque déficit aggrave notre endettement. Chaque milliard de dette supplémentaire ainsi produit étouffe davantage la capacité de l'état de mieux servir ses citoyens, notamment ses plus démunis. Chaque milliard d'endettement de plus affaiblit le Québec face au monde, nuit à la compétitivité de ses entreprises et à la création d'emplois. Voilà le piège qui nous a été légué. Et alors que la plupart des provinces, depuis le début des années 90, s'extirpaient de ce piège, le parti qui nous a précédé au gouvernement accumulait les déficits records et, pour faire bonne mesure, augmentait de plus de 35 % les taxes québécoises sur la masse salariale. Je n'insisterai pas, mais il y a quelques vérités qui méritent d'être rappelées. Bref, nous sommes tous conscients d'être maintenant pris dans le piège, et c'est pourquoi nous avons décidé, ensemble, de nous en sortir. Et nous avons

commencé à le faire. L'an dernier le déficit fut ramené de 5 700 000 000 \$ à 3 900 000 000 \$. C'est une réduction d'un tiers en un an. Cette année, nous tenons le cap, malgré les difficultés, vers l'objectif de 3 200 000 000 \$. Mais j'attire votre attention sur une illusion d'optique. On pourrait croire que notre effort collectif supplémentaire, cette année, pour passer de 3,9 à 3,2, est de 700 000 000 \$. Ce serait compter sans le pelletage fédéral qui double ce fardeau. Les réductions de transferts fédéraux, de 800 000 000 \$ cette année, signifient que la moitié des sacrifices supplémentaires des Québécois sont requis pour essuyer le coût de la mauvaise gestion des finances fédérales. Et l'an prochain, quand nous passerons de 3,2 à 2 200 000 000 \$ de déficit, un pelletage fédéral de 700 000 000 \$ additionnels vient aggraver la difficulté. Vous le voyez, nous sommes en train de faire le ménage chez nous et pour Ottawa en même temps. Le déficit, pour une société, c'est comme une drogue. Vivre, chaque année, 3, 4, 5 000 000 000 \$ au-dessus de ses moyens, c'est se donner un paradis artificiel, qui nuit à la santé de tout l'organisme. Le patient, dans un moment de lucidité, a résolu de s'affranchir de cette dépendance. Depuis deux ans, nous avons réduit la dose. Pendant l'année qui vient, nous allons passer le palier le plus dur.

Tous, nous allons être en manque, pendant quelques mois. Mais c'est le moment, plus que tout autre, où il faut tenir. Et quand je dis tous, je veux dire tous : l'État, les élus nationaux et locaux, les réseaux, les salariés, les hauts salariés comme les autres, les bénéficiaires de services, les entreprises. Je ne suis pas surpris d'entendre des voix, ces jours-ci, qui demandent grâce, qui demandent de repousser l'échéance, de rester enfermé dans le piège. Je ne suis pas surpris, et je ne suis pas ébranlé. Car nous savons tous, au fond, que c'est un passage obligé. Cet effort, il faut le réaliser maintenant. Il faut le réaliser une fois pour toutes. L'État québécois, vous le savez, fait, en gros, quatre chèques par année, qui représentent 80 % de ses dépenses. Un chèque de 13 000 000 000 \$ pour la santé, un de 9 000 000 000 \$ pour l'éducation, un de 4 000 000 000 \$ pour la sécurité du revenu et un chèque très désagréable de 6 000 000 000 \$ pour le service de la dette. Nous avons entrepris de lancer, simultanément, des grandes réformes dans chacune des trois grandes missions de l'état québécois.

Dans la santé et les services sociaux, le Dr Rochon pilote depuis deux ans une transformation majeure. Elle réalise, pour la société québécoise, des économies substantielles, mais elle fait beaucoup plus. Le virage ambulatoire permettra de dégager, d'ici deux ans, plus de 2 500 nouvelles places pour les soins à longue durée pour faire face aux besoins d'une société qui prend de l'âge. Quelque 1 500 de ces places sont déjà disponibles. La réforme dégagera aussi, chaque année, 106 000 000 \$ de plus pour les services à domicile à compter de 1998, la moitié de cette somme est déjà disponible. Nous implantons aussi le programme d'assurance-médicaments, qui est le plus important programme social instauré au Québec depuis plus de 15 ans. Le programme assure la gratuité pour 300 000 enfants qui en étaient dépourvus et met les médicaments à la portée d'un million de travailleurs à faibles revenus qui devaient auparavant payer le prix fort. Il permettra de contenir les coûts des médicaments au cours des prochaines décennies. Si nous n'avions pas agi, nous aurions lourdement hypothéqué la prochaine génération. Grâce à cette grande réforme, nous aurons garanti le maintien d'un des meilleurs services de santé au monde et nous l'aurons rendu plus performant. Nous l'aurons doté de deux qualités additionnelles : il sera plus solide, il sera plus solidaire.

Vous savez que le secteur de l'éducation est, lui aussi, en pleine mutation. Lorsqu'on se

compare à d'autres sociétés, on se rend compte que nous dépensons plus, mais que nous retirons moins. Le rapport des États généraux de l'éducation, déposé sous peu, sonnera la fin de la consultation et le début de la réforme. En ce qui concerne le nécessaire arrimage entre l'école et l'entreprise, nous sommes à la croisée des chemins. Je sais que nous pourrons prochainement proposer de nouvelles voies de formation pour les jeunes. Les changements que nous allons faire vont demander des efforts importants, l'an prochain, pour les administrateurs et les structures, pour les enseignants et le personnel et pour les étudiants.

Mais à la fin de cet effort, nous ne voudrions pas une école de riche et une école de pauvre, au contraire. Nous voudrions une école qui redevient la voie de sortie de la pauvreté et la voie de promotion de l'excellence. Nous voudrions, là aussi, que notre système d'éducation devienne à la fois financièrement plus solide et socialement plus solidaire. Troisièmement, il y a la réforme de la sécurité du revenu. Tout le monde convient que ça ne peut plus durer comme ça. Le système est complexe, souvent inéquitable, et il entretient parfois une culture de la dépendance. Plusieurs des mesures que nous avons déjà prises visent à éliminer du système tout ce qui pouvait être un frein à l'insertion au travail. L'assurance-médicaments et, bientôt, une prestation unifiée pour enfant, vont faire en sorte que le calcul soit désormais limpide : même au salaire minimum, il sera nettement plus payant de travailler que de recevoir un chèque de sécurité du revenu.

Notre vision d'ensemble, économique et sociale, apparaîtra clairement au cours des prochaines semaines. Nous voudrions aider toutes les familles nécessiteuses, donner à tous les enfants dans le besoin le coup de pouce qu'il faut pour améliorer l'égalité des chances. Il y aura donc, c'est certain, un nouvel effort dans le budget de la Sécurité du revenu et une augmentation de l'aide aux enfants. Les règles seront clarifiées. Nous espérons atteindre enfin, avec la réforme, le point d'équilibre. Un filet de dernier recours financièrement solide et socialement solidaire. Je vous ai expliqué comment nous voyons ces réformes. J'espère que ça permet de comprendre pourquoi nous les faisons. C'est parce que nous sommes fiers de la société québécoise et de réalisations de la révolution tranquille. Parce que nous voulons continuer à être une société solidaire, où les écarts existants entre pauvreté et richesse ne s'aggravent pas, mais se réduisent. Parce que nous ne sommes pas la société de l'égoïsme et du chacun pour soi. Parce que les Québécois ont fait le choix du progrès social et de la démocratie. Ce choix de la social-démocratie, c'est le bon. Aujourd'hui, la social-démocratie québécoise souffre du poids de la dette, de l'exclusion et du chômage. Elle souffre de la vétusté de certains de nos programmes sociaux et d'une lourdeur administrative qu'il faut alléger. Notre tâche est de guérir la social-démocratie québécoise, et c'est ce que nous faisons aujourd'hui. Nous la voulons en santé, pour de bon, pour le vingt-et-unième siècle. La santé de la social-démocratie québécoise suppose la santé de son économie, de ses finances, la santé de ses entreprises. Et je veux être très clair. S'il y en a qui espèrent que mon gouvernement va importer, au Québec, les dogmes du néo-libéralisme, ils se trompent.

S'il y en a qui pensent que nous allons céder au vent de droite qui emporte la compassion et la solidarité, ils se trompent de gouvernement, ils se trompent de premier ministre, ils se trompent de société. L'effort demandé aux Québécois plus fortunés Je ne sais pas ce que la commission sur la fiscalité va nous dire, en termes de réaménagement de la fiscalité des particuliers et nous attendons son rapport avec intérêt.

Mais je peux vous assurer aujourd'hui que l'assainissement de nos finances publiques va se faire dans l'équité. En termes nets, chacun devra y mettre du sien. Il ne sera pas dit que nous allons demander un effort aux démunis, mais pas aux plus fortunés. Du bas de l'échelle jusqu'en haut, l'effort est requis.

Par exemple, nous allons limiter sévèrement la pratique de la double Rémunération, les gens plus aisés qui ont pris leur retraite du secteur public, et qui ensuite cumulent leur pension avec un emploi du même secteur. C'est une situation inéquitable et nous allons y mettre un frein.

Dans le secteur public, nous faisons en sorte aussi de limiter la pratique des primes de séparation exagérées que nous avait léguées le gouvernement libéral. Mais pour ce qui est de la fiscalité, vous savez comme moi que, globalement, les Québécois les plus fortunés sont sensiblement plus taxés que leurs voisins ontariens ou américains. Il y a là une contrainte. Et je vous en parle notamment pour vous dire qu'il s'agit d'une contrainte perçue comme une injustice par beaucoup de Québécois. Ce ne sont pas les travailleurs au salaire minimum qui sont mobiles. Ce ne sont pas les aînés ou les mères monoparentales. Ce sont les plus fortunés. La pression, exercée chaque jour sur les élus du Québec pour qu'on augmente substantiellement les impôts des Québécois plus fortunés, est extrêmement forte. Chaque nouvelle compression budgétaire, chaque tarification, chaque réforme accentue cette pression. Je la comprends, car elle répond à une logique assez simple.

Partout, on nous demande : à quand le tour des riches ? Et nous répondons que les impôts sont déjà fort élevés et que la marge de manœuvre du Québec est faible. Compte tenu de cette réalité, est-ce que ça signifie que nous n'allons pas demander d'efforts aux Québécois les plus fortunés? Au contraire. Nous allons leur demander — la société québécoise va leur demander. Je vais vous demander un effort considérable, particulièrement pour la création d'emplois. Et nous allons faire un pacte, ensemble, un partenariat, vous savez que j'en suis partisan. La société québécoise, l'état québécois, va prendre bon nombre de mesures pour aider l'entreprise : alléger le fardeau réglementaire, améliorer son environnement fiscal, soutenir l'entrepreneuriat, favoriser l'innovation, la formation de la main-d'œuvre et le financement des activités d'exportation. En échange, nous allons demander aux chefs d'entreprise de faire un effort de plus, de se donner un peu de travail de plus, un peu « de trouble » de plus, pour créer plus d'emplois, pour former plus de stagiaires et d'apprentis, pour mieux partager le travail entre ceux qui le désirent. Bref, pour mieux faire profiter la société des gains que la société vous permettra de faire. Pour nous, gouvernement du Parti Québécois, ce ne sera pas un « virage » d'aider les entreprises. L'an dernier, en faisant coïncider l'assiette fiscale de la TPS et celle de la TVQ, nous avons fait économiser plus de 300 000 000 \$ à la petite et la moyenne entreprise québécoise.

Depuis 12 mois, nous avons créé, avec le Fonds de Solidarité, 15 fonds régionaux de capital de risque. Au niveau local, nous avons jeté les bases d'un réseau de 101 fonds de capital de risque, et d'autres sont à venir. Nous avons agi comme aucun autre gouvernement avant nous pour aider l'entrepreneuriat, en suscitant la création de 10 500 nouvelles entreprises, grâce au programme de démarrage. Dans quelques jours, nous annoncerons un programme pour épauler la croissance des plus prometteuses d'entre-elles. Nous sommes en train d'aider 2 000 entreprises à devenir exportatrices d'ici l'an 2000. Le travail de prospection et d'accompagnement de l'investissement étranger a contribué à produire, au cours des sept

premiers mois de cette année, plus de 1 000 000 000 \$ d'investissement étranger au Québec, soit nettement plus que l'an dernier.

Mais nous n'avons fait que prendre notre élan. Avec vous, et les partenaires, nous voulons faire beaucoup plus pour lever les obstacles à la création d'emplois. En termes de déréglementation, nous savons que le Sommet va nous inviter à aller plus loin. Nous sommes déjà déterminés à éliminer quelque 500 000 permis et autorisations d'ici deux ans. Nous allons émettre la plupart des autorisations requises en matière environnementale en moins de 90 jours. Nous envisageons, dans le respect de l'environnement, d'éliminer jusqu'à 40 % des autorisations actuelles, en établissant une liste des projets à soumettre plutôt qu'une liste restrictive d'exclusions. C'est un très très gros morceau. Il y a un consensus patronal-syndical sur la nécessité d'alléger les charges sur les citoyens et sur les entreprises. Nous pourrions donc envisager la déjudiciarisation du régime de santé et de sécurité au travail. Nous pourrions générer, pour l'entreprise, des économies de plus de 50 000 000 \$ dans ce seul secteur. L'élimination de dispositions excessives du régime de santé-sécurité au travail pourrait permettre des économies additionnelles de plusieurs dizaines de millions de dollars. Nous allons organiser, au niveau local, un guichet unique de première ligne pour les entreprises et un guichet unique pour les mesures d'aide à l'emploi.

Si nous le pouvons, nous allons faire davantage. Si nous le pouvons, nous allons réduire la taxe sur la masse salariale. Procéderons-nous par un réaménagement du fardeau fiscal des entreprises ? Pourrions-nous effectuer un allègement net de ce fardeau ? C'est trop tôt pour le dire, et il faut laisser à la Commission sur la fiscalité le soin de nous faire des propositions. Cependant, si nous y arrivons, nous tiendrons à atteindre un double but. Bien sûr, accroître la compétitivité des entreprises. Mais, aussi, clairement, faire reculer le chômage. Et je reviens à mon idée première. Je peux prendre un engagement devant vous aujourd'hui : pour améliorer la compétitivité des entreprises, nous allons soulever chaque pierre, chaque règlement, chaque mesure fiscale. Nous allons nous donner beaucoup de mal, beaucoup de « trouble ». Mais nous demandons, en contrepartie, que les chefs d'entreprise se donnent aussi beaucoup de mal. D'abord pour vaincre les forces de l'inertie et de la morosité et pour enclencher un mouvement de relance de l'emploi, dans leurs secteurs et dans tout le Québec, pour générer davantage de croissance économique. Vous le faites déjà dans les chantiers que nous avons mis sur pied pour le Sommet. Il faut profiter de cet élan pour multiplier, ensuite, les projets porteurs d'emplois. Nous demandons aussi aux chefs d'entreprise de se donner un peu de mal pour mieux répartir la croissance entre un plus grand nombre de femmes et d'hommes du Québec.

Nous demandons aux chefs d'entreprise de montrer l'exemple, en ne recourant aux mises à pied qu'à la dernière extrémité, de montrer une vision d'avenir, en ouvrant leurs portes aux stagiaires et aux apprentis, de faire de l'équité salariale une réalité et de s'associer aux projets d'économie sociale. Nous le savons tous, la principale voie de création d'emplois, c'est la croissance. C'est sur elle qu'il faut d'abord miser. Mais il faut ouvrir ses yeux aux autres voies aussi, comme l'économie sociale, qui ont le mérite de créer d'autres emplois, en dehors de l'économie marchande. Il y a aussi la voie du partage volontaire du temps de travail, un moyen parmi d'autres pour lutter contre l'exclusion. Vous le savez, j'ai fait circuler un document de réflexion sur le partage du travail. Au Québec, nous savons avec un bon degré de certitude, qu'environ 7 % de nos salariés, pour des raisons personnelles qui tiennent à leur qualité de vie, aimeraient travailler moins, et gagner moins d'argent. Il y a une demande,

un besoin à combler. Et ça tombe bien car, à côté, il y a au moins 12 % des Québécois qui cherchent du travail, sans compter que le tiers de ceux qui travaillent à temps partiel aimeraient travailler à temps plein. Il me semble qu'il vaudrait la peine de se donner un peu de mal pour faire un peu de bien aux salariés qui veulent travailler moins, et à ceux qui veulent travailler davantage ou travailler tout court. Au gouvernement, nous le faisons dans le secteur de la Santé, à grande échelle. Cela nous a permis de stabiliser beaucoup d'emplois, et de faire d'importantes économies dans les secteurs où nous étions en sureffectifs. Pouvons-nous imaginer, ensemble, au Sommet, une proposition qui, dans un cadre volontaire, aiderait les entreprises à faire des gains de productivité, qui ferait reculer le chômage et qui répondrait aux besoins de dizaines de milliers de Québécoises et de Québécois pour plus de temps libre ? La question mérite d'être examinée avec un esprit ouvert.

Conclusion

C'est en train de devenir une habitude. Depuis que je suis premier ministre, on dirait que je ne peux faire un discours sans appeler mon auditoire à un effort important. Je me disais qu'à la longue, j'aurais moins d'invitation à parler, et que je pourrais réduire mon propre temps de travail. Mais je vois au contraire que les femmes et les hommes du Québec, de tous les milieux, sont prêts pour la franchise et pour la lucidité. Ils sont prêts à se faire mettre au défi, au-delà de leurs intérêts corporatistes, dans la mesure où ils sont tous invités à l'effort, dans l'équité. Et c'est parce que cette volonté existe, qu'il y a un Sommet sur l'économie et l'emploi, un Sommet qui testera cette volonté. Car aujourd'hui, face à la difficulté, nous sommes surtout face à un choix. D'un côté, il y a le choix de l'illusoire facilité. Garder nos budgets à nos niveaux actuels, ce qui nous donnerait l'illusion de la richesse, l'illusion de la solidarité. Cela signifierait augmenter le déficit, augmenter l'endettement collectif de nos jeunes. Nous pourrions aussi nous payer cette richesse en taxant davantage, ce qui creuserait l'endettement individuel et ce qui enverrait au reste du monde le signal que le Québec se replie sur lui-même et refuse de se mesurer à ses voisins dans le combat économique. Ce choix de la fuite en avant mène, c'est une absolue certitude, à une décote sur les marchés extérieurs. Ce n'est pas le principal. La décote que nous nous infligerions à nous-mêmes serait autrement plus grave. Nous accepterions de ne pas profiter de cette année d'effort pour réformer notre éducation, notre régime de santé, notre filet social, notre fiscalité. De retour à notre état de dépendance face à nos prêteurs, nous aurions abdiqué notre responsabilité et, au tournant du siècle, nous perdriions notre liberté, étouffés que nous serions dans l'étau de l'endettement. Nous nous serions fait plaisir pendant quelques années, mais faute d'avoir fait, nous-mêmes, le ménage des finances publiques et la modernisation de notre solidarité, nous récolterions les fruits empoisonnés de la démission.

Et nos acquis sociaux, là, seraient vraiment en danger. Le choix que propose au contraire le gouvernement du Parti Québécois, le choix que je propose, est celui de la responsabilité, de la réforme et de la solidarité. Cette année et l'an prochain, nous demandons à la société québécoise un énorme investissement pour récolter, immédiatement, les fruits de cet effort. Nous pouvons, maintenant, nous donner un Québec aux bases financières saines. Nous pouvons, maintenant, terminer la rénovation de notre système de santé et le mettre solidement sur les rails pour le 21^e siècle. Nous pouvons amorcer la grande réforme de l'éducation pour en retirer une performance meilleure, une culture mieux partagée, et jeter enfin les ponts entre l'école et l'entreprise. Nous pouvons réformer, maintenant, notre fiscalité pour encourager la création d'emplois. Nous pouvons, maintenant, faire du Québec

une terre d'entrepreneurship, ouverte à l'investissement et peuplée d'exportateurs aguerris. Nous pouvons, maintenant, choisir une société qui se donne les moyens de sa solidarité, pour les jeunes, pour les démunis, pour les aînés... pour de bon. Au fond, en mars dernier, nous avons pris une bonne résolution. Cet automne, cependant, c'est le moment de vérité.

Les faits sont connus, nous sommes conscients des difficultés. Cet automne, il faut avoir le courage de décider, et le courage d'agir. Les Québécois savent que le courage est toujours récompensé. C'est vrai en ce qui nous concerne, car au bout de notre courage de décider et d'agir, il y aura notre liberté retrouvée. Une plus grande liberté pour notre état d'investir dans l'avenir de nos enfants et dans la solidarité. Une plus grande liberté pour nos citoyens et nos entreprises, car leur fardeau fiscal ne sera pas un boulet qui les empêche de prospérer. Une plus grande liberté pour la société québécoise qui pourra faire des choix politiques importants, se sachant en terrain sûr. Lorsqu'on a le courage de décider, on ne se trompe pas. J'ai bon espoir que nous saurons trouver en nous la force nécessaire. Vous, chefs d'entreprise et cadres supérieurs, vous serez du nombre des appelés. Le premier effort qui vous sera demandé va de soi : continuer d'entreprendre, d'acheter et de vendre, continuer de croître. Le second effort qui vous est demandé, requiert un peu plus d'imagination : agir, consciemment et, je dirais, consciencieusement, de façon à faire profiter plus de Québécois de l'investissement et de la croissance. Agir pour l'apprentissage, la formation, pour l'emploi, le partage, l'équité, et pour la qualité de la vie. Finalement, ce que je vous demande, c'est de relever le même défi que la société québécoise tout entière. Faire en sorte de devenir à la fois, dans un même mouvement, économiquement solide et socialement solidaire. Il s'agit de choisir maintenant l'état dans lequel nous voulons que le Québec se trouve quand il entrera dans le troisième millénaire. Souhaitons-nous qu'il affronte à bout de souffle la compétition des autres nations, doutant de ses aspirations, divisé dans ses allégeances, hypothéqué dans son patrimoine, assujetti aux inquiétudes de ses prêteurs, parce qu'il aura reculé devant l'effort à déployer ? Ou, au contraire, voulons-nous un Québec fier de son redressement, revigoré dans son économie, rallié autour de ses intérêts fondamentaux, pourvu des moyens de sa compassion, libre de traduire ses espoirs en réussites, jouissant de la confiance des marchés financiers et capable de traiter d'égal avec ses voisins ? Lequel des deux Québec faut-il choisir ? Je réponds, pas le Québec de la démission et de la complaisance.

Pour ma part je choisis le Québec qui n'aura pas honte de regarder ses jeunes en face.

Merci.